

Le 17 octobre 1961 : un massacre organisé

Avant le 17 octobre

- Mars 1958 : Maurice Papon prend ses fonctions de Préfet de police de Paris.
- Août-octobre 1961 : 11 policiers ont été victimes d'attentats de la part du FLN à Paris et en région parisienne.
- 5 octobre 1961 : le Préfet de police de Paris décide de limiter la circulation des musulmans entre 21.30 et 5.30, dans les rues de la capitale et des départements limitrophes. Il met en garde les musulmans français contre d'éventuels regroupements.
- En réaction à cette décision, les dirigeants du FLN adoptent le 10 octobre l'idée de manifestations à Paris. Communiquée le 16 octobre aux chefs de cellule concernés, la consigne est transmise le même jour aux "Français musulmans" de la région parisienne : converger, à partir des Grands boulevards, vers la place de l'Opéra ; manifester pacifiquement. C'est la première fois qu'on va assister à une véritable manifestation d'Algériens dans la capitale (les autres ayant été organisées par des associations métropolitaines).

La journée du 17 octobre

- Le 17 octobre à midi, des manifestants qui se sont trompés d'heure sont appréhendés par la police, qui découvre ainsi le projet. Rapidement, des ordres viennent de la Préfecture de police aux principaux commissariats, demandant de quadriller les secteurs à risque.

- Le 17 octobre à 20.00, la manifestation débute ; 2 000 manifestants marchent pacifiquement sur le côté droit des Grands boulevards ; en tête, des jeunes femmes poussent des you-you. A leur arrivée à l'Opéra, un service d'ordre limité les attend ; le cortège reprend le chemin inverse ; il n'y a pas de cri hostile.

- Le 17 octobre à 21.40, le cortège s'avance sur les Grands boulevards, arrivant près du carrefour Richelieu-Drouot ; il est suivi par les cars policiers.

- Le 17 octobre à 21.50, un coup de feu claque, suivi par d'autres. Sept personnes tombent au milieu des manifestants, créant la panique. Les policiers, appuyés par deux détachements de CRS, chargent. Dans les rues adjacentes, les policiers continuent la traque des manifestants en pleine dispersion ; les CRS rassemblent un groupe de manifestants devant le cinéma *LE REX*. Les témoignages recueillis font tous état de brutalités.

- Dans la soirée, la répression frappe aussi au Pont de Neuilly, à Courbevoie, au Pont Saint-Michel...

Témoignages

Josette Brainçon a assisté à la manifestation, puis à la répression : *"Les Algériens n'arrêtaient pas de sortir et les policiers, particulièrement ceux qui étaient en civil, de frapper. On voyait déjà beaucoup de ces barbouzes dans les manifestations. J'en revois un, petit, en civil. Il tapait de sang froid. On aurait dit qu'il tapait parce qu'on lui avait dit de taper. Il faisait son boulot. Ce soir-là, on lui avait dit de ne rien épargner. Il fallait matraquer et... rafler. Si la police avait voulu disperser les manifestants, elle aurait fait fermer la station : là, elle l'avait laissée ouverte. Elle canalisait les Algériens pour mieux les arrêter.*

François Maspero constate que seuls les Algériens sont visés : *"Je pouvais rester sans difficulté, sans que les policiers y prêtent attention."* Plus tard, au Quartier latin : *"Une meute de policiers fonce, frappe comme des bûcherons. Un de mes amis crie 'Assassin', il est encerclé, mais un gradé ordonne : 'Pas les Blancs'".*

Après le 17 octobre

La soirée s'achève ; 11 538 Algériens ont été interpellés en l'espace de quatre heures. Le jeudi et vendredi 16 et 17 juillet 1942, 12 884 juifs étrangers avaient été arrêtés dans Paris et rassemblés au Vélodrome d'Hiver. 2 000 Algériens seront transférés au stade Pierre de Coubertin, 7 000 au Palais des Sports.

Le 18 octobre, d'autres tentatives de manifestations sont réprimées, les policiers et les CRS tirent, des hommes tombent. 1 500 personnes sont arrêtées et rejoignent les centres de tri. Plutôt que d'attendre les groupes se former dans la capitale, les arrestations se multiplient à la périphérie : Nanterre (2 morts, 6 blessés officiels), Courbevoie, Colombes.

Le 19 octobre, une dernière rafle est justifiée par la Préfecture à partir d'une hypothétique menace "d'opération commando". 421 personnes sont arrêtés, directement en banlieue et dans les bidonvilles. D'après les témoignages connus, les tabassages sont systématiques. Entre le 17 et le 19, 14 094 personnes sont internées, l'immense majorité d'origine algérienne.

Le 20 octobre, 1 000 femmes et 550 enfants sont arrêtés et rassemblés dans des gymnases, des centres sociaux, des foyers d'accueils, réquisitionnés.

Et les expulsions de métropole ? Entre le 18 et le 20 octobre, 1 500 "meneurs algériens" seront renvoyés à la colonie (en fait dans des camps, les fameuses *sections administratives spécialisées*).

Le bilan officiel est de 2 morts avoués. Mais des cadavres d'Algériens sont charriés par la Seine, les mains liées dans le dos, les jambes ficelées, la plupart portant des traces de coups. Début novembre, 40 corps sont enregistrés à l'Institut médico-légal. Le Ministère de l'Intérieur admet alors 6 morts dans les manifestations. 60 informations judiciaires sont ouvertes, mais le pouvoir utilisera cette justice en cours pour refuser l'enquête parlementaire demandée par Gaston Defferre. Aujourd'hui, toutes plaintes rassemblées, le FLN estime le bilan à 200 morts et 400 disparus.